

# TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 189 | Date 29 janvier-4 février, 2024

**(Les liens vers les sources correspondantes se trouvent sur la version en langue anglaise.)**

## DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 42 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une base de données détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

30 janvier : Gülden Aşık, une femme emprisonnée pour liens avec le mouvement Gülen et qui a récemment subi une intervention chirurgicale pour un cancer de la thyroïde, est sur le point de retourner en prison quelques jours après sa sortie des soins intensifs.

## DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

## LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

31 janvier : La police est intervenue auprès des membres du syndicat des enseignants du secteur privé qui voulaient

tenir une déclaration de presse à Ankara le 30 janvier 2024 pour protester contre la violence physique de Melih Can Kurt, un enseignant, par le directeur de l'institution pour laquelle il travaille et qui exigeait son salaire, et a détenu 1 personne.

1er février : Oktay Saral, conseiller principal du président, a pris pour cible et menacé le journaliste Fatih Altaylı pour les déclarations qu'il a faites alors qu'il commentait l'actualité sur sa chaîne de médias sociaux.

1er février : Le gouvernorat de Bitlis a fait une déclaration le 1er février 2024 et a annoncé que les manifestations, les réunions extérieures et intérieures, les déclarations à la presse, les sit-in et les sondages, le montage/ouverture de tentes et de stands, l'organisation de pétitions, la distribution de tracts et de dépliants et toutes sortes d'activités de protestation sont interdites pendant 4 jours entre le 1er février 2024 et le 4 février 2024.

2 février : Le gouvernorat de Hakkari a fait une déclaration le 1er février 2024 et a annoncé que tous les événements tels que manifestations, sit-in, déclarations à la presse, protestations, déclarations à la presse, etc. sont interdits pendant 4 jours entre février 1er 2024 et 4 février 2024.

2 février : Le gouvernorat d'Ağrı a fait une déclaration le 1er février 2024 et a annoncé que les manifestations, les réunions extérieures et intérieures, les déclarations à la presse, les sit-in et les enquêtes, le montage/ouverture de tentes et de stands, l'organisation de pétitions, la distribution de tracts, de brochures et de dépliants et toutes sortes d'activités de protestation sont interdites pendant 4 jours entre le 2 février 2024 et le 5 février 2024.

## **LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS**

1er février : Les procureurs turcs ont ouvert une enquête sur l'éminente journaliste Çiğdem Toker en raison de ses commentaires à la télévision sur les résultats du second tour de l'élection qui a vu le président Recep Tayyip Erdoğan s'assurer un nouveau mandat.

1er février : Le 31 janvier 2024, 2 membres de la Jeunesse travailliste sont arrêtés dans le district de Kadıköy à Istanbul pour avoir accroché des affiches sur la destitution parlementaire de Can Atalay, député de Hatay du Parti des travailleurs de Turquie (TİP).

## **LIBERTÉ DE RELIGION**

1er février : Un fonctionnaire du ministère turc de l'éducation a averti que certaines écoles privées du pays pourraient être fermées en raison de célébrations d'événements tels que Noël, Pâques et Halloween qui, selon lui, sont incompatibles avec les coutumes et les traditions turques.

## **INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT**

30 janvier : Le parlement turc a annoncé lors de la session plénière de mardi un arrêt de la Cour suprême d'appel de Turquie confirmant la condamnation à 18 ans de prison d'un législateur emprisonné, Can Atalay, le privant ainsi de son statut de parlementaire, au mépris des décisions successives de la Cour constitutionnelle du pays.

31 janvier : Le président turc Recep Tayyip Erdoğan a nommé Yılmaz Akçıl, un juge connu pour ses décisions controversées, en tant que membre de la Cour constitutionnelle de Turquie, dans un nouveau développement qui soulève des inquiétudes quant à la politisation du système judiciaire du pays.

## **MINORITÉ KURDE**

29 janvier : Dicle Müftüoğlu, une journaliste kurde arrêtée en mai pour terrorisme, a entamé une grève de la faim pour attirer l'attention sur la criminalisation des activités journalistiques en Turquie.

## **AUTRES MINORITÉS**

1er février : Birol Aydın, candidat à la mairie d'Istanbul du Felicity Party, a utilisé des expressions discriminatoires et phobiques lors de la réunion de présentation des candidats à la municipalité métropolitaine d'Istanbul du Felicity Party : "Istanbul est devenue comme un geysir. Les perversions appelées LGBTI se sont répandues dans tous les domaines" et a utilisé des expressions discriminatoires et phobiques.

## **CONDITIONS CARCÉRALES**

1er février : Certaines femmes détenues à la prison de type L de Çorum sont enfermées à 28 dans des cellules pour 7 personnes.

## **TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS**

31 janvier : Vefa Yılmaz, un prisonnier de la prison de type L de Rize a été transféré à la prison de type S de Samsun Kavak contre son gré le 29 janvier 2024, et qu'il a été soumis à des violences physiques et a été maintenu en cellule d'isolement pour s'être opposé à la fouille à nu pendant le transfert et dans la prison.

1er février : Des prisonniers (Mustafa Şihî, Sedat Şimşek et Mazlum Taşkın) de la prison de type F d'Adana Kürkçüler ont été transférés à la prison de haute sécurité de Burdur et 1 prisonnier (Hasan Ateşçi) a été transféré à la prison de haute sécurité d'Antalya contre leur volonté.

## **DROITS DES FEMMES**

29 janvier : En Turquie, trois femmes ont été tuées en l'espace de 24 heures par des hommes dont elles divorçaient ou se séparaient.